



## Bulletin 239 WRM

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales  
Septembre 2018

# En solidarité avec les luttes communautaires contre les plantations industrielles d'arbres



<b>Notre Opinion</b> : 21 septembre. Journée internationale de lutte contre les monoculture d'arbres.....	2
Chanson : Les plantations ne sont pas des forêts !.....	3
Le palmier à huile au <b>Pérou</b> : une destruction qui avance dans la région amazonienne....	5
<b>Argentine</b> : « En semant la lutte, nous récoltons la terre ! » Récupération de terres dans la province de Misiones.....	9
Les souffrances indicibles des femmes qui vivent à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile de Feronia en <b>RDC</b> .....	15
<b>Indonésie</b> : Derrière une feuille de papier, tout un cortège de destructions.....	21

### RECOMMANDATIONS

À quel prix ? Entreprises irresponsables et assassinats de défenseurs des terres et de l'environnement en 2017.....	28
La fausse promesse de la certification.....	28
L'expansion des plantations d'arbres sur les territoires paysans du corridor de Nacala : Green Resources au <b>Mozambique</b> .....	28
« Rouge est à notre terre » (Roja tierra nuestra), l'histoire d'un triomphe agraire.....	28
Dire la vérité aux puissants. Les villageoises qui affrontent le géant de l'huile de palme.....	29

# En solidarité avec les luttes communautaires contre les plantations industrielles d'arbres

## Notre Opinion

21 septembre

## Journée internationale de lutte contre les monoculture d'arbres



Les monocultures industrielles d'eucalyptus, d'acacia, d'hévéa, de palmier à huile, de pin ou de teck représentent des profits énormes pour les entreprises qui investissent dans ces activités. Mais pour les communautés qui vivent à l'intérieur et autour de ces plantations industrielles, elles représentent une invasion massive de leurs terres, la destruction de leurs forêts, de leurs ressources en eau et de leurs moyens de subsistance. Les plantations industrielles d'arbres sont également liées à de nombreuses formes de violence, en particulier contre les femmes.

**Dans de nombreux endroits, les communautés, les organisations communautaires et les militants luttent pour y mettre fin. Aujourd'hui, nous voulons souligner les énormes efforts qu'ils déploient malgré la criminalisation et la persécution dont ils font l'objet.** Certains sont capables de bloquer l'avancée des plantations, d'autres demandent aux entreprises la restitution de leurs terres. Toutes ces luttes de résistance sont unies dans leur message sans ambiguïté : NON aux monocultures industrielles.

À une époque où les sociétés de plantation continuent de développer les monocultures d'arbres sur tous les continents, en particulier en Afrique, en Asie et en Amérique latine, **ces nombreuses voix de résistance contre le contrôle des entreprises sur les terres communautaires sont cruciales.** Les entreprises continuent à prétendre que les monocultures d'arbres sont des forêts. Elles laissent entendre, à tort, que ces monocultures à grande échelle pourraient être avantageuses pour les communautés alors qu'en réalité ce sont avant tout les entreprises qui retirent les bénéfices et les communautés qui supportent le coût et les pertes de moyens de subsistance, de destruction des forêts et des ressources en eau et d'exposition aux pesticides et à la violence. Les entreprises utilisent des stratégies et des tactiques constamment renouvelées pour envahir les terres communautaires. Maintenant, elles n'hésitent même pas à prétendre que les monocultures d'arbres peuvent aider à résoudre la crise climatique mondiale.

La Journée internationale de lutte contre les monoculture d'arbres a été créée en 2004 au Brésil. Pas lors d'une conférence internationale dans une grande ville, mais lors d'une réunion de communautés confrontées à de grandes plantations d'eucalyptus. Ces communautés ont décidé de consacrer la journée du 21 septembre à **des actions et des activités coordonnées visant à donner une visibilité particulière au caractère envahissant, destructeur et violent des plantations industrielles**. Une journée pour célébrer les victoires et mettre en lumière la diversité de leurs luttes, de leurs résistances et de la formation de leurs alliances.

**Aujourd'hui, nous exprimons notre solidarité et notre hommage à vous tous, les femmes, les hommes, les aînés et les jeunes, qui, de multiples manières et en de multiples lieux, déploient des efforts inlassables pour défendre la vie, résister et lutter contre les plantations d'arbres en monoculture !**

Les plantations ne sont pas des forêts !

Le 21 septembre 2018,  
L'équipe du Secrétariat international du WRM

## Chanson : Les plantations ne sont pas des forêts !



Par Ajele Sunday, artiste nigérian. Sa communauté est victime d'un accaparement de terres par des sociétés de plantations de palmiers à huile. [Écoute la chanson](#).

**WRM** : Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce qui vous a motivé à écrire la chanson pour le 21 septembre, la Journée internationale de la lutte contre les plantations d'arbres ?

**Ajele** : Je m'appelle Ajele, de la zone de gouvernement local d'Ovia Sud-Ouest, dans l'État d'Edo, au Nigeria. Ma communauté et moi sommes victimes d'ACCAPAREMENTS DES TERRES.

Normalement, on aurait pu penser que lorsqu'une multinationale telle que OKOMU Oil Palm Plantation Plc est implantée dans votre communauté, c'est le signe que des choses positives vont arriver, mais nous ne savons pas que nos problèmes venaient seulement de

commencer. L'Entreprise nous a volé notre identité, notre fierté, nos terres et notre avenir, nous avons totalement perdu nos moyens de subsistance.

La pire catastrophe que nous ayons subie a eu lieu lorsque les habitants de QUATRE VILLAGES ont été expulsés de force, leurs terres et leurs maisons ont été détruites sans compensation. Ils ont utilisé toutes sortes de tactiques pour diviser les gens.

L'Entreprise se sert continuellement de mensonges et de tromperies. Maintenant, ces communautés connaissent la faim parce que la riche biodiversité qui leur fournit leurs moyens de subsistance a disparu.

Ce qui m'a poussé à écrire des chansons, c'est le pouvoir de la musique. La musique n'a pas de limite. Elle parle aux riches comme aux pauvres. Et elle traverse les frontières.

La chanson elle-même est explicite. LES PLANTATIONS NE SONT PAS DES FORÊTS. C'EST UN GÉNOCIDE CONTRE LA NATURE, et par conséquent, IL FAUT LES EMPÊCHER.

Sous les paroles :

#### LES PLANTATIONS NE SONT PAS DES FORÊTS - Ajele Sunday - 2018

Mes frères  
La santé de notre mère Terre  
Mes sœurs  
La santé de notre mère Terre est dans un  
état critique  
Qu'est-ce que nous allons faire maintenant  
Ceci est un appel à la mobilisation  
Pour moi personne n'est exclu  
Je m'adresse à tout le monde  
Ceux qui croient au caractère sacré de la  
mère Terre  
Unissons-nous  
Et disons non non non

(Refrain)  
Disons non non non  
Les plantations ne sont pas des forêts  
Ce sont des enfants prodiges qui  
détruisent la mère Terre (\*3).

Ils sont venus pour investir  
Pour nous voler notre terre  
Avec leurs grands mots en ismes  
Ils asservissent les gens  
Et ils mettent le profit au-dessus de la  
dignité humaine

Ils détruisent la biodiversité  
Ils détruisent nos moyens d'existence  
Maintenant l'érosion menace  
Ils entretiennent la désunion entre les gens  
pour qu'ils ne puissent pas parler d'une  
seule voix  
Que vont devenir les arbres  
Ils vont disparaître  
Que vont devenir les reptiles  
Ils vont se réfugier dans la brousse  
Ils sont venus comme Dracula pour sucer le  
sang de la forêt  
Non non non non non

(Répéter le refrain)  
Disons non non non  
Les plantations ne sont pas des forêts  
Ce sont des enfants prodiges qui  
détruisent la mère Terre (\*3).

Eh, la situation est grave  
e l ya  
Hé mon ami, les plantations ne sont pas  
des forêts  
Oh non non non non  
(Répéter le refrain).

Écoute la chanson : <https://www.youtube.com/watch?v=6HJZcgPWLjw>

## Le palmier à huile au Pérou : une destruction qui avance dans la région amazonienne



Peru. Ph: Environmentl Investigation Agency (EIA)

C'est un fait que la méga-industrie de l'huile de palme ne se contente plus de ses plantations dans le Sud-est asiatique, même si l'Indonésie et la Malaisie représentent encore 80 pour cent de la production mondiale de cette huile. En plus de s'étendre dans plusieurs pays africains, depuis 2001, les superficies plantées de palmier à huile ont doublé en Amérique latine. Selon une étude qui a analysé les types d'usage de la terre convertie pour la culture du palmier dans dix pays latino-américains, le Pérou a enregistré le taux le plus élevé de déforestation pour la production d'huile de palme. Cette situation est particulièrement préoccupante dans la région de Loreto, où 85 pour cent des plantations de palmier ont été établies sur des terres qu'occupait auparavant la jungle tropicale. (1) Ces données, ainsi que les nombreuses plaintes déposées par les peuples et communautés touchées par cette industrie, convertissent la monoculture de palmier en une nouvelle menace émergente pour l'Amazonie péruvienne.

### Une histoire de colonisation

Depuis 1832, le gouvernement du Pérou a favorisé des normes qui accordaient gratuitement des titres de propriété de la terre amazonienne pour le développement d'activités agricoles. C'est ce qui a initié ce que nous connaissons comme la colonisation 'officielle' de l'Amazonie. Au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, un processus plus intense d'occupation territoriale a été initié qui a eu pour effet de faire avancer la frontière agricole. Dans ce processus, l'Amazonie était conçue comme un énorme grenier de ressources 'sans propriétaire' qu'il fallait maîtriser. Les territoires autochtones furent dépossédés, envahis ou détruits avec l'aval de l'État. Un élément clé fut la construction de chemins et de routes qui en même temps profitaient notamment aux producteurs forestiers, aux trafiquants de terres et aux entreprises de construction. (2)

Dans la décennie de 1990, avec l'ajustement néolibéral, les mécanismes d'appui à la petite agriculture (subventions, crédits, achat de production, etc.) ont été éliminés et les colons, encouragés pour la plupart par l'État à faire pénétrer la frontière agricole dans l'Amazonie,

ont été abandonnés. La décennie de 2000 a connu de nouvelles incursions : construction de deux méga routes (les routes interocéaniques nord et sud), l'augmentation accélérée de l'exploration et de l'extraction d'hydrocarbures, la mise en marche du système de concessions pour l'extraction de bois, le boom de l'extraction alluviale de l'or ainsi que les plantations industrielles de palmier à huile.

Même si le Pérou n'est pas un acteur important sur le marché mondial de l'huile de palme, selon certaines statistiques, il serait tout de même le pays où cette culture connaît la croissance la plus rapide.

### **Raser les forêts et détruire les peuples**

Dans le contexte de la promotion de l'expansion agricole, le gouvernement péruvien a effectué une série de réformes normatives pour encourager la culture de la palme à huile, notamment le Décret suprême N° 015-2000-AG publié en mai 2000. Ce décret déclare que l'établissement de plantations de palme à huile est 'd'intérêt national' dans le but, entre autres, de contribuer à la récupération des sols déboisés par l'agriculture migratoire et le développement d'activités illicites dans les zones ayant un potentiel d'utilisation plus grand, à travers l'établissement de plantations de palmier à huile. (3)

Mais le soi-disant 'intérêt national' s'avère être un 'intérêt économique' vu la réalité de l'usurpation de terres, de la déforestation, de la violence et même des assassinats. Iván Flores, dirigeant autochtone Shipibo-Konibo de la communauté de Nuevo Requena, dans le département amazonien d'Ucayali, a soutenu dans une entrevue en septembre 2017 : « Nous avons tous peur et aucune autorité ne nous appuie. Depuis l'arrivée de l'entreprise [de palmier à huile] Plantaciones de Pucallpa, nous ne sommes plus tranquilles. Elle déboise notre territoire ancestral et maintenant, après le chaos, ce sont les morts qui commencent à arriver. » (4)

Dans la jungle, l'État classe deux types de sols : les sols forestiers et les sols agricoles. Sur les sols forestiers, il n'est pas permis de pratiquer l'agriculture ou l'élevage. Toute activité de ce type est illégale. Les plantations de palmier doivent être établies dans les zones déjà déboisées (ayant des sols agricoles) ; cependant, la grande majorité des plantations ont été établies là où il y avait des forêts (avec des sols évidemment de type forestier). En toute illégalité, les entreprises ont obtenu des permis de plantation agroindustrielle sur des aires forestières. Dans certaines de ces aires, il y avait des paysans établis sur leurs parcelles et des petits hameaux ; d'autres aires touchées se trouvaient même en territoire autochtone.

Usmar, un paysan de la communauté de Cotoyacu touchée par l'entreprise Palmas del Shanusi se rappelle : « L'entreprise est arrivée en affirmant qu'elle nous appuierait dans tout, santé, éducation, amélioration de la vie des gens, travail. Mais en fin de compte, ce fut un grand mensonge. Ses représentants ont trompé les gens. Ils ont commencé à acheter et ils ont continué de venir chercher des prête-noms pour qu'ils achètent ceux qui ne voulaient pas vendre leur terre à l'entreprise. C'est ainsi que nous avons progressivement perdu nos terres, à mesure que l'entreprise les achetait. Celle-ci a commencé à déboiser la jungle et à drainer les marais. Elle a ensuite planté les palmiers. Ceux d'entre nous qui n'avons pas encore vendu, nous sommes entourés par les plantations de l'entreprise. »

Le groupe Palmas (filiale du groupe Romero, le deuxième plus important groupe économique du Pérou) est un des pionniers du palmier à huile dans ce pays et à l'heure

actuelle, c'est le plus important producteur. Ce groupe a deux grandes plantations développées : Palmawasi, à Tocache, et Palmas del Shanusi, à la frontière entre les départements de Loreto et de San Martín. Suit ensuite le groupe Melka, du citoyen tchéco-américain Dennis Melka, investisseur lié à des plantations industrielles de palmier à huile en Malaisie. Ce groupe développe deux grandes plantations dans le département d'Ucayali qui ont ensemble une superficie totale de 11 000 hectares.

### **Le cas de Grupo Palmas**

En 2006, des agences du gouvernement, des consultants et des représentants d'entreprises ont encouragé la venue du groupe Romero, aujourd'hui nommé Grupo Palmas, dans les départements de Loreto et de San Martín, prétendument en tant qu'importante alternative de développement pour les communautés. Mais plus de 10 ans plus tard, il est évident que ce 'développement' n'a produit que destruction et conflits pour ces communautés.

En violation à la loi, Grupo Palmas a obtenu des terres classées forêt primaire, marais, terre humide, et source d'eau pour établir ses monocultures de palmier à huile. En 2006, le ministère de l'Agriculture a octroyé plus de 7 000 hectares de forêt primaire à la société Shanusi — aujourd'hui appelée Palmas del Shanusi S.A. — à un coût équivalent de presque 18 nouveaux sols (environ 5 \$ US) par hectare. La société agricole Empresa Agrícola del Caynarachi — aujourd'hui appelée Palmas del Oriente S.A. — a obtenu 3 000 hectares en 2007 à un coût équivalent de 150 nouveaux sols (environ 45 \$ US) par hectare. Ces deux entreprises appartiennent à Grupo Palmas.

« L'entreprise [Palmas del Shanusi de Grupo Romero] est entrée dans la communauté en 2005 en ouvrant des sentiers pour l'installation de campements et la déforestation de nos forêts. En 2006, elle a introduit de la machinerie pour déboiser, redresser nos ruisseaux et planter. Ce territoire avait des terres humides, de nombreux marais qui vivifiaient les ruisseaux, » raconte Jovina, de l'Asociación de Productores Amigos del Bosque (Association des producteurs amis de la forêt), communauté de Cotoyacu.

Devant cette situation, en juin 2018, 14 communautés touchées par les plantations d'Empresa Palmas del Shanusi S.A. et de Palmas del Oriente S.A., ont organisé un forum dans la ville de Yurimaguas pour dénoncer et faire connaître les effets des zones limitrophes des vallées des rivières Huallaga, Shanusi et Cainarachi, dans les départements de San Martín et de Loreto. (5)

Lors du forum, on a déclaré qu'au lieu de demander des terres dégradées, comme l'exige la loi, les entreprises se sont enrichies avec la terre et le bois précieux extrait de forêts primaires. Leurs opérations ont dévié, drainé et asséché des ruisseaux, au point que de nombreuses communautés n'ont plus d'eau. Les sources d'eau et des centaines d'hectares de marais sont disparus. L'eau des ruisseaux que les communautés utilisaient pour leurs besoins de base a été contaminée. De plus, cette contamination a causé la disparition des poissons.

Le forum a aussi dénoncé que les laboratoires des institutions publiques qui ont analysé l'état de l'eau ont produit des résultats biaisés, car ils ont conclu qu'il n'y avait pas de contamination. Cependant, les témoignages sur la mort d'animaux qui ont consommé de l'eau et la disparition de poissons confirment une tout autre réalité. De même, il faut souligner que les plantations de palmier à huile épandent des pesticides par avion, dont les

ingrédients empoisonnent les sources d'eau et nuisent à la santé humaine, à la flore, à la faune sauvage et aux zones de cultures de subsistance.

Les participants au forum ont déclaré que la grande majorité des achats de terres ont été frauduleux. Dans certains cas, l'entreprise a exercé de fortes pressions et la violence à l'aide de prête-noms et de groupes de sécurité armés. Ainsi, dans certaines communautés, une grande partie de la population ne possède maintenant plus de terres. Le forum a montré que les entreprises empêchent l'accès des habitants à leurs propres terres en installant des barrages sur les chemins publics. Les participants ont aussi révélé que certains paysans font l'objet de poursuites judiciaires injustes pour délits contre les forêts et les forêts en formation, prétendument pour avoir déboisé sans permis adéquat, alors qu'en réalité, ce sont les entreprises qui déboisent et profitent illégalement de la terre et du bois.

La lettre ouverte produite à la fin du forum déclare : « Nous n'avions jamais manqué d'eau de qualité pour laver, nous baigner et cuisiner, ni de poissons pour nous alimenter. Aujourd'hui, certaines communautés reçoivent leur eau par camion-citerne sans aucune garantie quant à sa qualité. » Et elle termine en dénonçant que le modèle de développement proposé dans les faits est la « destruction des possibilités réelles qu'ont les peuples de générer leur propre développement. »(6)

Les communautés qui vivent dans et autour des plantations de palmier à huile vivent encore dans un climat de tension parce que les entreprises de Grupo Palmas veulent même étendre leurs activités. Et selon les habitants, elles cherchent déjà à leur enlever leurs terres.

Devant cette menace, seules l'organisation et l'union des paysannes et paysans pourront contrer cette avancée de la palme dans leurs territoires. Un exemple de cela est ce qui se produit à Cotoyacu. « Après avoir enduré la contamination et la déforestation pendant dix ans, en 2015, nous nous sommes réunis pour voir ce que nous pouvions faire et nous avons décidé de nous organiser en communauté, » rappelle Jovina. Pour ce faire, l'accompagnement de l'équipe de la Pastoral de la Tierra a été essentiel, car dans un contexte où l'entreprise détient tous les pouvoirs, les communautés se sentent seules, isolées, et finissent par se résigner.

En se basant sur la connaissance de leurs droits, une vigilance infatigable de leur territoire pour noter les effets causés par les activités de l'entreprise et les plaintes présentées devant les différentes institutions de l'État et diffusées également dans les médias, cette communauté a empêché l'entreprise de poursuivre le déboisement et la plantation sur les terres marginales de leurs ruisseaux.

*Joanna Cabello, secrétariat international du WRM, joanna [at] wrm.org.uy*

(1) Furumo, P et Mitchell T (2017) *Characterizing commercial oil palm expansion in Latin America: Land use change and trade*, Environmental Research Letters,

<http://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/aa5892/pdf>

(2) Dammert, JL (2014) Cambio de uso de suelos por agricultura a gran escala en la Amazonía Andina: El caso de la palma aceitera, [https://spda.org.pe/?wpfb\\_dl=407](https://spda.org.pe/?wpfb_dl=407)

(3) Voir plusieurs des décrets et normes qui favorisent l'expansion du palmier à huile au Pérou, [http://minagri.gob.pe/portal/download/pdf/p-agraria/ds\\_plan\\_nacional\\_desarrollo\\_sostenible\\_palma\\_aceitera.pdf](http://minagri.gob.pe/portal/download/pdf/p-agraria/ds_plan_nacional_desarrollo_sostenible_palma_aceitera.pdf)

(4) Mongabay, Amazonía Peruana : tierra de todos y de nadie, septembre 2017, <https://es.mongabay.com/2017/09/amazonia-peruana-tierra-todos-nadie/>

(5) Pastoral de la Tierra, 14 comunidades cuentan los impactos socio-ambientales de las plantaciones del Grupo Palmas, juillet 2018, <http://tierrasselva.blogspot.com/2018/07/14-comunidades-cuentan-los-impactos.html>

(6) Pastoral de la Tierra, Comunidades afectadas por las plantaciones de las empresas del Grupo Palmas escriben a las autoridades, août 2018, <http://tierrasselva.blogspot.com/2018/08/comunidades-afectadas-por-las.html>

## **Argentine :**

### **« En semant la lutte, nous récoltons la terre ! »**

### **Récupération de terres dans la province de Misiones**



Puerto Libertad, Misiones, Argentina.

Récupérer des terres accaparées par des sociétés de plantation d'arbres à grande échelle et cultiver à nouveau des aliments n'est pas impossible. Des organisations de base de Misiones en Argentine l'ont démontré. À force de lutter pendant des années, des familles de Puerto Piray et de Puerto Libertad ont évité de se faire expulser de leur territoire. Dans certains cas, elles ont procédé à des expropriations ; ailleurs, à des saisies et des occupations de terres. Aujourd'hui, avec beaucoup d'efforts, elles redonnent vie au sol compacté et sans nutriment qu'ont laissé les monocultures de pins et d'eucalyptus.

La province de Misiones se trouve dans le nord-est de l'Argentine, à la frontière avec le Brésil. De puissantes rivières traversent ce territoire de forêts du Paraná peuplé par des communautés autochtones guaranies lourdement perturbées et menacées par la progression de la monoculture forestière.

En 1950, l'usine Celulosa Argentina S.A. s'est installée à Puerto Piray, sur les bords du fleuve Paraná. Au cours des décennies qui ont suivi, avec l'appui de l'État, d'autres usines de cellulose sont apparues, les plantations industrielles de pins se sont répandues et les plus grandes scieries du pays ont été construites. Seulement de 1950 à 1977, l'expansion de la frontière agricole et des plantations industrielles d'arbres ont remplacé 53 % de la forêt indigène (1). Au cours des 25 dernières années, les monocultures de pins et d'eucalyptus ont continué d'avancer sur la forêt de la province : **alors qu'en 1992, il y avait 7 347 hectares de plantations, en 2018, il y en avait 405 824 ha** (2).

Cette expansion a été causée en grande partie par la mise en œuvre, à partir de 1998, de la Loi nationale 25.080 qui accorde des subventions énormes aux plantations industrielles d'arbres. En mai 2017, le gouvernement argentin a annoncé qu'il reconduisait ces avantages jusqu'en 2030. L'année suivante, en mai 2018, il a lancé le plan « Forestar 2030 » avec l'objectif **d'accroître de 800 000 ha les plantations dans le pays** (la superficie des monocultures d'arbres dans le pays atteint aujourd'hui 1,2 million ha, dont 60 % se trouvent dans les provinces de Misiones et de Corrientes). Ce plan a été présenté comme une soi-disant solution aux changements climatiques et au besoin de création d'emplois. En plus des sociétés du secteur et du gouvernement, cette initiative jouit de l'appui de The Nature Conservancy Argentina (3), une organisation de conservation internationale qui promeut des projets de compensation et d'atténuation des émissions de carbone avec la complicité de grandes sociétés et des pays industrialisés, lesquels continuent de déboiser et de brûler les combustibles fossiles.

### **Arauco dans Misiones**

La transnationale chilienne Arauco est arrivée dans Misiones en 1996 lorsqu'elle a acheté l'usine de cellulose Alto Paraná S.A. (située à Puerto Esperanza). Elle a par la suite installé une scierie et une usine de panneaux en fibres de moyenne densité (MDF) à Puerto Piray. **En 2014, Arauco possédait 39 % de toutes les plantations en monoculture d'arbres de la province de Misiones** (4).

Cette société n'a pas seulement concentré la propriété de la terre, mais aussi la matière première : les petites scieries se sont retrouvées sans accès au bois et avec un retard technologique. Elles ont donc fermé, ce qui a augmenté le chômage. D'autre part, la nouvelle entreprise n'a pas nécessairement absorbé ces travailleurs, car avec la technicisation croissante, les machines et les produits agrottoxiques, elle a pu réduire considérablement le nombre d'employés requis pour effectuer des tâches, la plantation et la récolte par exemple, qui à l'origine généraient beaucoup d'emplois. (5)

Luisa Segovia, membre de l'organisation Productores Independientes de Piray (PIP), se rappelle d'avoir travaillé à la récolte de résine et à la plantation de pins. Son mari Nicanor désherba, coupait à la machette et fumigeait la plantation avec un réservoir ; c'étaient des emplois précaires qui leur ont causé de sérieux problèmes de santé. « C'est une entreprise très conflictuelle parce qu'elle se moque des êtres humains, » affirment-ils. « Lorsque les organismes de certification nous visitaient, les ingénieurs de l'entreprise nous menaçaient pour que nous disions que tout allait bien, » se rappelle Nicanor.

À partir de la décennie de 2000, lorsqu'Arauco a commencé à remplacer les employés par des machines, **en plus de perdre leurs emplois, les travailleurs ont vu les plantations commencer à empiéter sur leurs maisons**. L'action violente de la société et la complicité de l'État ont fait disparaître beaucoup de paysages. L'État a cessé de fournir les services de base à la population : **sans travail, sans électricité, sans service de santé et sans transport, on les forçait à abandonner les terres**.

### **La lutte de Piray**

À Piray, les familles sans emploi ont commencé à s'organiser en groupes de base au début des années 2000. Elles s'inquiétaient du manque de travail et de l'empiètement des pins sur leurs maisons qui causait la contamination avec le pollen et les produits agrottoxiques. Les

autorités locales faisaient la sourde oreille à leurs plaintes parce que la municipalité ne répondait qu'à l'entreprise. (\*)

« C'est alors que nous avons commencé à nous réveiller et vu que notre projet essentiel devait être de **chercher une sortie : mieux vivre,** » raconte Miriam Samudio, une membre des PIP (Producteurs indépendants de Piray). Ils ont alors commencé à dire : « **Il faut retirer les pins pour que nous puissions travailler ces terres et produire des aliments.** » Et c'est devenu leur devise.

En 2003, ils ont organisé une réunion avec Arauco. À cette rencontre, les ingénieurs de la compagnie ont déclaré que la société ne céderait pas un seul centimètre de terre. Elle a offert à la place de faire construire une usine d'espadrilles, de vêtements ou de couches. Mais les familles ont refusé parce qu'elles voulaient la terre, elles voulaient produire.

Et la bataille a commencé. « Nous avons d'abord **conscientisé nos propres gens, la communauté et la société pour qu'elles comprennent notre demande. Parce que nous défiions une multinationale,** » explique Miriam. Il y a eu des réunions, des manifestations et les familles ont mis sur pied une table de négociations avec les autorités. Lors de ces réunions, **il est devenu clair que le gouvernement local et Arauco étaient complices.** « Nous nous sommes rendu compte qu'ils ne cherchaient qu'à nous affaiblir ; alors nous avons abandonné la table. »

À ce moment-là, il y avait environ 200 familles organisées sous le nom de Productores Independientes de Piray (PIP). Après l'échec à la table de négociation, elles ont décidé **d'établir des liens avec des organisations paysannes d'autres municipalités,** comme l'Unión Campesina de Bernardo de Irigoyen ou Unidos Ruta 20. « Ces autres organisations nous disaient : "Vous ne devez pas avoir peur. Ils vous diront toujours non. Mais nous avons des droits, c'est notre terre, et les multinationales viennent voler ce qui nous appartient". » Une des craintes des familles de Piray était qu'elles soient emprisonnées parce que la police tentait parfois de les accuser de soi-disant délits. « Toucher Arauco revenait à toucher le pouvoir et ses amis, » affirment-elles.

Un facteur important dans la lutte a été la **communication interne des organisations.** « Nous nous réunissions chaque week-end. Cela a aidé à toujours maintenir une communication claire entre les familles. Et que les décisions se prennent ensemble, » expliquent-elles. Elles ont maintenu une autre habitude : **faire connaître leurs revendications auprès des médias de communication locaux.** « Nous dénonçons que les pins asphyxiaient la communauté de Piray et nous présentions tous nos arguments. »

## Expropriation

En 2012, après 10 années de lutte, les PIP ont décidé d'exiger que le gouvernement exproprie les terres d'Arauco. Cette année-là, la présidente d'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, a annoncé l'expropriation de la société pétrolière YPF. « À partir de ce moment, nous avons commencé à parler ouvertement d'expropriation, » raconte Miriam. « Avant, c'était un mot interdit parce qu'il allait à l'encontre de la propriété privée. Mais dès que la présidente a prononcé ce mot, nous l'avons utilisé comme outil de lutte. »

Dès lors et durant presque un an, les PIP ont parcouru la province et le pays pour réunir des appuis au projet d'expropriation. Il a continué sa lutte dans le territoire, s'est mobilisé et est

demeuré ferme avec sa demande : « **C'était la terre ou rien du tout. Parce qu'autrement, nous allions disparaître,** » affirme-t-elle. En juin 2013, la législature de la province de Misiones a approuvé l'expropriation de 600 hectares à Arauco. **Ce fut une première grande victoire.**

### **Cultiver là où il y avait de pins et des eucalyptus**

La première remise de terres a eu lieu seulement en 2017 et le travail fut très dur pour les paysans. L'entreprise coupa les arbres et céda la terre dans un état lamentable après avoir emporté le bois. Les souches étaient dispersées dans le champ et une grande quantité de branches et d'autres matières végétales jonchaient le sol, un sol très compacté par les cycles continus de plantation de 8 ou 9 années qui ne permettent aucune récupération et par le poids de la machinerie lourde de l'entreprise. À cela s'ajoutent **des années d'application de produits agrottoxiques. Lorsque les nouvelles cultures ont surgi sans produits chimiques, elles ont été envahies par des insectes et des maladies qui avaient disparu en raison de l'utilisation continue des poisons.**

La première remise de terre ne comprenait que 166 hectares sur les 600 expropriées (Arauco remet les terres à mesure qu'elle récolte les pins et les eucalyptus). De ces 166 hectares, seuls environ 86 étaient aptes à l'agriculture. Les familles occupent le reste. De plus, l'entreprise a inclus parmi les parcelles expropriées environ 80 hectares où vivent des familles depuis plus de 20 ans. Les PIP ont décidé d'accepter ces terres lors de la première remise **afin d'éviter de tomber dans un piège tendu de l'entreprise pour susciter un affrontement entre les familles.** Mais ils ont expliqué que plus tard, ils lutteront pour qu'Arauco leur remette 80 autres hectares aptes à la culture dans un secteur non habité.

Une partie du terrain a été remise aux familles et l'autre a été réservée pour la culture collective de la coopérative. Les familles ont semé des potirons, des courges, du maïs, du manioc, des pastèques, notamment. « **Où il y avait eu des eucalyptus, la terre était dure comme du ciment (béton),** » racontent les paysans. Tout le travail est effectué à la main parce qu'ils ne disposent pas de fonds pour acheter de la machinerie et l'État ne collabore pas. Ils ont tenté d'utiliser un bœuf, mais l'animal est mort d'épuisement en raison de ses efforts pour labourer une terre compactée pendant tant d'années.

Les maladies ont constitué un autre problème sérieux. Dès que les cultures ont commencé à pousser, elles se sont remplies d'insectes. Des techniciens locaux du Secrétariat à l'agriculture familiale (qui avaient accompagné les PIP tout au long du processus de récupération) ont conseillé aux familles de fabriquer des **préparations naturelles pour les combattre.** Les familles savent qu'il faudra du temps pour que l'écosystème retrouve son équilibre naturel et que les insectes cessent d'attaquer les cultures. Mais **elles sont convaincues qu'elles ne doivent pas utiliser de produits agrottoxiques.**

Puisque la terre était endommagée par les monocultures et qu'aucune machinerie n'était disponible, **la première récolte a été très modeste.** Les familles ont estimé que les rendements avaient atteint moins de la moitié de ce qui aurait été récolté sur une terre saine. Et elles affirment que cette récolte a été possible grâce à la qualité de la terre, car l'entreprise établit ses plantations sur les terres les plus fertiles et ayant le meilleur relief, ce que dénoncent non seulement les paysans de Piray, mais aussi ceux d'autres zones de la province de Misiones.

## Réapparition de l'eau

Il y avait auparavant un marais dans cette zone. Celle-ci est réapparue après que les pins eurent été coupés. Les producteurs racontent que le marais n'avait jamais disparu, mais une fois plantés les eucalyptus et les pins dans les champs autour de celui-ci, l'eau est presque complètement disparue et le marais avait été réduit à sa plus simple expression. De fait, l'entreprise avait par la suite planté des pins dans le marais une fois que l'eau était disparue. « C'est un réservoir naturel d'eau, si ce marais s'assèche, le courant d'eau qui se rend jusqu'à la maison des voisins se tarit lui aussi, » expliquent les producteurs. Maintenant, plusieurs mois après avoir coupé les pins, on peut encore voir les souches dans la prairie du marais qui réapparaît peu à peu. L'eau revient.

Pour le moment, les récoltes suffisent pour l'autoconsommation des familles et leur permettent de rester dans leur territoire. Elles n'arrivent pas encore à produire un volume suffisant pour vendre en quantité aux marchés avoisinants. Mais c'est leur projet d'avenir, à mesure qu'elles reçoivent la terre qui manque. « **Semer la lutte et récolter la terre** » est la devise des PIP.

## Occupations à Puerto Libertad

À Puerto Libertad, 70 kilomètres au nord de Piray, Arauco est propriétaire de presque 80 % du territoire, soit 65 000 des quelque 80 000 hectares de la municipalité (6) qui compte environ 7 000 habitants et est littéralement entourée de pins.

Là aussi, la technicisation des activités d'Arauco a causé des centaines de congédiements au cours de la décennie des années 2000. La majorité de ceux-ci étaient des bûcherons qui travaillaient pour des entreprises contractantes de la transnationale. D'autre part, la ville de Puerto Libertad ne disposait plus d'espace pour la construction de nouvelles maisons, alors que les plantations de pins commencent à quelques dizaines de mètres de la zone habitée de la ville. C'est ainsi que de nombreuses familles ont cherché un espace où vivre à l'extérieur de la ville et en même temps pouvoir cultiver la terre pour subsister et créer une source de revenus familiaux. **Les gens ont ici récupéré des terres pour les cultiver, surtout en les occupant.**

Environ 100 de ces familles composent la coopérative « Parejes Unidos » de Puerto Libertad, à travers laquelle elles organisent la production d'aliments qu'elles vendent dans différents marchés de la zone. Chaque parcelle familiale mesure entre deux et trois hectares. Les familles y plantent du manioc, du maïs, des légumes et élèvent des animaux.

Les occupations de terres se sont produites par étapes. Une occupation a eu lieu en 2006, sur une terre « défrichée » (une zone de la jungle déboisée plusieurs années auparavant pour les activités agricoles). Ensuite, en 2015, des terres de plantation d'Arauco ont été occupées après que l'entreprise eut récolté les pins. En d'autres occasions, d'anciens bûcherons ont acheté les « améliorations » de fermes (l'ensemble des constructions sur une propriété, à l'exclusion du terrain), dont la propriété a ensuite été revendiquée par Arauco.

Beaucoup des paysans qui occupent des terres sont en conflit avec la transnationale ou les propriétaires qui cultivent les pins pour cette entreprise (une loi nationale limite les droits de propriété des étrangers de sorte qu'Arauco ne peut pas acheter plus de terres dans la province de Misiones). La police locale harcèle parfois les paysans en raison de ces conflits.

## Faire revivre le sol

Nora Duarte est une des femmes qui a participé aux diverses récupérations et elle possède l'expérience de cultiver les terres sur lesquelles il y avait auparavant des plantations. Elle explique que là où il y a eu des pinèdes pendant plus de 20 ans, la terre devient sèche et dure. « Les légumes ne peuvent pas y pousser. L'oignon peut-être, mais pas le manioc. » Elle raconte que « **la plantation de légumes constitue une des formes de récupération des terres.** Après avoir passé trois années à cultiver la terre, on peut récolter environ la moitié de ce qui a été cultivé. Ailleurs, où il y a eu des plantations de pins pendant seulement dix ans, on peut récolter une plus grande variété de légumes. »

Les petits producteurs font ressortir qu'il faut **investir beaucoup d'argent et de temps pour retrouver la fertilité du sol.** Durant cette période de reconstitution du sol pour qu'il produise suffisamment pour en vivre, les familles doivent faire des « changas » (travaux informels). Les voisins s'aident mutuellement : ils se prêtent des parcelles de terre aptes aux cultures et s'échangent les aliments. Parfois, elles doivent attendre jusqu'à 10 ns pour pouvoir vivre uniquement de leur propre production.

Elles ne jouissent pas l'appui de l'État non plus : « Nous n'avons pas de formation, mais nous savons ce qui est bon et ce qui est mauvais, » dit un des paysans. « **Pourquoi le gouvernement donne-t-il tant d'avantages aux entreprises pour qu'elles achètent de la machinerie alors que nous ne recevons même pas de quoi acheter une machette ?** » se demandent-ils.

Les producteurs affirment que s'ils pouvaient s'emparer de plus de terres et les transformer en fermes et plantations, de nombreuses familles des villages environnants se joindraient à ce projet de vie.

*Emilio Spataro, Guardianes del Iberá (Argentina), [emiliospa@gmail.com](mailto:emiliospa@gmail.com)*

*Lizzie Díaz, secrétariat international du WRM, [lizzie@wrm.org.uy](mailto:lizzie@wrm.org.uy)*

*Lucía Guadagno, secrétariat international du WRM, [luciag@wrm.org.uy](mailto:luciag@wrm.org.uy)*

(1). Ramírez, Delia. « Acorralados por los pinos. Consecuencias del avance de la forestación en el Alto Paraná misionero. » Dans *Cartografías del conflicto ambiental en Argentina 2* / Facundo Martín ... [et al.] ; compilation par Gabriela Merlinsky. — Première édition. — Ville autonome de Buenos Aires : Fondation CICCUS, 2016. Page 115. Accessible à :

<http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20160920011305/Cartografias-del-conflicto-ambiental2.pdf>

(2) Ministerio de Hacienda de la Nación. Informes productivos provinciales. Misiones, enero 2018.

[https://www.economia.gob.ar/peconomica/dnper/fichas\\_provinciales/Misiones.pdf](https://www.economia.gob.ar/peconomica/dnper/fichas_provinciales/Misiones.pdf)

(3) Dirección Nacional de Desarrollo Foresto Industrial. "El Gobierno nacional lanzó la plataforma Forestar 2030" [https://www.agroindustria.gob.ar/sitio/areas/ss\\_desarrollo\\_foresto\\_industrial/?accion=noticia&id\\_info=180605122251](https://www.agroindustria.gob.ar/sitio/areas/ss_desarrollo_foresto_industrial/?accion=noticia&id_info=180605122251)

(4) Idem 1. p. 118.

(5) Grupo Guayubira. "Misiones, Argentina: pinos, pasteras y mentiras"

<http://www.guayubira.org.uy/2009/10/3394/>

(6) Alvez, Sergio. "El 80% de la superficie del municipio Puerto Libertad le pertenece a una multinacional" <http://canalabierto.com.ar/2017/06/13/el-80-de-la-superficie-del-municipio-puerto-libertad-le-pertenece-a-una-multinacional/>

## Les souffrances indicibles des femmes qui vivent à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile de Feronia en RDC



République démocratique du Congo. Ph: Grain.

Notre entretien avec Solange Bolembé de RIAO-RDC, un réseau d'information et de soutien pour les organisations communautaires en RDC, met en lumière les nombreuses difficultés auxquelles les femmes riveraines des vastes plantations de palmiers à huile de Feronia-PHC, sont confrontées. Cet entretien est précédé d'une présentation générale de l'histoire de l'entreprise dans les zones de plantation et du rôle des principaux investisseurs qui n'ont tenu aucun compte des nombreux conflits et abus signalés par les villageois de la région.

### Feronia et l'argent du « développement »

En 2008, la multinationale agroalimentaire Unilever a vendu « Plantations et Huileries du Congo » (PHC), un ensemble de trois plantations industrielles de palmiers à huile couvrant plus de 100 000 hectares de terres en République démocratique du Congo (RDC) à une société peu connue, Feronia Inc. Feronia est cotée à la Bourse de Toronto, au Canada, et n'avait aucune expérience dans le secteur de l'agriculture lorsqu'elle a repris les concessions de palmier à huile qui appartenaient auparavant à Unilever depuis près de 100 ans.

La vente a permis à Unilever d'obtenir 14 millions de dollars US de liquidités ; en outre, la société a laissé environ 10 millions de dollars US de dettes aux nouveaux propriétaires. (1) Financièrement, Feronia a enregistré des pertes chaque année depuis qu'elle a acheté PHC. Pourtant, Feronia a suscité l'intérêt des agences de développement peu après l'acquisition des licences par l'entreprise. Des banques de « développement » soutenues par les gouvernements et des fonds d'investissement britanniques, français et espagnols ont accordé des prêts qui se sont par la suite transformés en actions lorsque Feronia n'a pu les rembourser. Ainsi, l'institution financière de développement britannique, la CDC, en est venue à détenir plus de 60 % de Feronia en 2016 ; ce pourcentage a baissé à environ 30 %

en 2017 lorsqu'un nouvel investisseur, enregistré à Maurice, a injecté de nouvelles liquidités dans l'entreprise. Les fonds initiaux de l'agence de développement, d'environ 35 millions de dollars US, ont sauvé Feronia de l'effondrement. En 2018, Feronia-PHC avait reçu au moins 118 millions de dollars US, dont 49 millions de prêts approuvés en 2015 par les banques de développement allemande, belge et néerlandaise. Elles//Ces dernières ont approuvé les prêts malgré des rapports d'ONG et les déclarations des dirigeants communautaires dans les trois zones de plantation qui avaient attiré leur attention sur le caractère illégitime et peut-être illégal des contrats de concession, ainsi que sur les conditions de travail effroyables des travailleurs dans les plantations et les nombreuses promesses non tenues aux communautés affectées par les concessions de plantations.

Les dirigeants communautaires ont souligné à de nombreuses reprises que les plantations industrielles de palmiers à huile avaient abouti à 100 ans d'exploitation des terres ancestrales de leurs communautés. Tout ce qu'elles ont obtenu en échange de la perte d'accès à leurs terres coutumières, ce sont des routes cahoteuses remplies de nids de poule, des hôpitaux mal entretenus, des « écoles » délabrées et des maisons en ruine pour les travailleurs des plantations qui recevaient moins que le salaire minimum légal même après que l'entreprise ait reçu un financement des banques européennes de développement. Aujourd'hui, le salaire des employés de la catégorie la plus basse est d'environ 33 dollars US/mois. Mais la plupart des travailleurs des plantations sont engagés avec des contrats de courte durée avec une rémunération encore plus faible. (2)

### **Aujourd'hui encore, des répercussions de l'héritage colonial**

Dans un entretien avec le Bulletin WRM en 2015, le directeur de RIAO-RDC, un réseau d'information et de soutien pour les organisations communautaires en RDC, explique que le prédécesseur d'Unilever, la société Lever, s'est intéressé aux terres situées le long des rives du Congo au début des années 1900 parce que le fleuve facilitait le transport de l'huile de palme vers la capitale, Kinshasa. « Ils ont commencé par de petites zones. Ils ont fait des quantités de fausses promesses à nos parents et à nos grands-parents. Les villageois avaient peur du fouet, alors ils ont donc cédé des terres pour les plantations. L'entreprise a également promis du travail et des salaires aux communautés. Les Blancs ont promis, par exemple, que pour trois plantations, l'une serait donnée à la communauté ; cette promesse n'a jamais été respectée, ni à Boteka, ni à Lokutu, ni à Yaligimba. » (3)

Au-delà des promesses non tenues, les communautés ont à plusieurs reprises informé les banques de développement qui financent Feronia-PHC que, selon elles, les titres fonciers et les documents de concession détenus par Feronia étaient illégitimes et éventuellement illégaux. Ils dénoncent non seulement le vol avec violence de leurs terres pendant la période coloniale, mais aussi une longue liste d'erreurs de procédure, d'omissions et de procédures douteuses telles que la fragmentation des concessions d'origine en petites parcelles de moins de 200 hectares au cours de ces dernières années. L'établissement de contrats pour ces petites surfaces exige une procédure beaucoup moins lourde que pour l'attribution ou le renouvellement des grandes concessions que Feronia a achetées à Unilever. Mais même ces centaines de contrats de concession portant sur moins de 200 hectares, qui remontent à 2015/2016, semblent s'accompagner d'importantes erreurs de procédure.

Depuis novembre 2017, Feronia-PHC exerce des pressions sur les responsables communautaires pour qu'ils concluent de soi-disant accords sociaux (cahiers des charges) avec l'entreprise. Bien que ces accords entreprise-communauté ne soient pas obligatoires

pour les concessions agricoles, le gouvernement de la RDC compte sur les entreprises pour qu'elles les négocient. De même, les systèmes de certification, comme la RSPO – Feronia a essayé de d'obtenir la RSPO – les exigent comme condition préalable à la certification. En novembre 2017, à Lokutu, le vice-gouverneur de la province a demandé à plus de 70 responsables communautaires à se rendre à Kisangani, capitale de la province, sous escorte policière. Pendant 10 jours ils ont été soumis à différentes pressions visant à les faire signer ces accords sociaux. Les communautés réclament depuis longtemps une négociation équitable de tels accords sociaux et ont même signé des accords avec l'entreprise en 2017 pour régler leurs conflits. Cependant, Feronia ne tient aucun compte de ces accords conclus en août 2017 et tente de les remplacer par de nouveaux accords qui n'engagent l'entreprise à pratiquement rien de concret. (4)

## **La souffrance silencieuse : les femmes qui vivent dans et autour des plantations de Feronia-PHC**

### **Un entretien avec Solange Bolembé du RIAO-RDC**

**En quoi la présence de Feronia-PHC a-t-elle une incidence sur les femmes qui vivent à Lokutu, Boteka et Yalingimba, les trois sites sur lesquels la concession industrielle de palmiers à huile de l'entreprise occupe plus de 100 000 hectares de terres ?**

La vie pour les femmes est très difficile. Au moins, quand les plantations appartenaient encore à Unilever, il y avait des écoles et des hôpitaux. Après le départ d'Unilever, l'entreprise qui a repris les plantations n'a pas maintenu ses aides aux écoles et aux hôpitaux, qui ne sont accessibles gratuitement qu'aux quelques employés de l'entreprise. Ce départ a eu de lourdes conséquences pour les communautés et les femmes en particulier ; la nouvelle entreprise a ramené la pauvreté dans les villages. La plupart des enfants ne vont plus à l'école ; le taux de malnutrition est très élevé ; de nombreux enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans, car leurs familles n'ont plus accès aux centres de santé ; la diarrhée est fréquente dans les villages car les gens ont perdu l'accès à l'eau potable, les enfants meurent de typhoïde.

Les femmes se retrouvent également sans terre à cultiver et la plupart ne peuvent pas trouver de travail dans les plantations. Les quelques femmes qui travaillent dans l'entreprise, par exemple dans la pépinière, doivent atteindre des quotas extrêmement élevés pour obtenir un salaire complet. Dans les pépinières, les femmes doivent préparer 600 « pots » (plants) par jour ; si elles en préparent moins que cela, leur salaire est réduit. Six cents pots, cela signifie mettre du sable dans un petit sac 600 fois, placer une graine dans 600 sacs et aligner 600 sacs en rangées aligné.

Et lorsqu'il s'agit de se faire payer pour leur travail, les femmes qui travaillent dans les pépinières reçoivent encore souvent l'équivalent de 20 dollars US par mois en bouteilles d'huile de palme et en savon. Ce système est toujours en place aujourd'hui. (5)

**Quelle est l'incidence de cette situation sur la vie quotidienne des femmes dans les villages ?**

Cela revient à vivre en alerte tout le temps. La majorité des femmes dans les zones rurales en Afrique vivent de l'agriculture familiale, de la pêche, de la collecte des escargots, des chenilles et des champignons des forêts. Mais à l'intérieur de la concession, les femmes ne

sont plus autorisées à mener aucune de ces activités ; le seul fait de se déplacer à pied à l'intérieur des plantations ou les vastes zones de forêts qui, selon l'entreprise, font également partie de ses concessions, est devenu très difficile pour les femmes. Cela complique énormément la vie des femmes qui vivent dans les vastes zones de concession. Cela leur interdit également l'accès aux plantes médicinales, ce qui est particulièrement grave car la plupart des familles n'ont pas accès aux centres de santé ou aux hôpitaux. Certaines plantes médicinales ont également disparu lorsque la forêt a été transformée en plantations au fil des décennies.

Une fois, l'entreprise a distribué des plants de cacahuètes et de maïs dans certains villages. Les femmes sont allées planter les plants dans la forêt qui n'est pas très loin de certains villages, mais à l'intérieur de la concession revendiquée par Feronia. (6) Au moment de la récolte, les agents de sécurité ont exigé que les femmes ne replantent plus les arachides et le maïs parce que ces forêts appartenaient aussi à l'entreprise et que la culture n'y était pas autorisée.

Pire encore pour les femmes, l'entreprise interdit à quiconque vit dans les plantations de ramasser même quelques noix de palme pour leur propre usage. Si les femmes ramassent certaines des noix de palme qui ont été laissées sur le sol après la récolte, et qu'un garde de sécurité de l'entreprise les trouve avec ces noix, elles risquent d'être battues et jetées en prison. (7) Même si quelqu'un apporte des noix de l'extérieur de la concession, la même chose se produit : Les vigiles de l'entreprise vont prétendre que les noix de palme ont été volées dans les plantations de l'entreprise et les gens se feront passer à tabac et jeter en prison. La seule huile de palme que les villageois à l'intérieur des plantations sont autorisés à utiliser est l'huile de palme produite et vendue par Feronia-PHC, même si la production traditionnelle d'huile de palme faisait vivre ces familles bien avant que les entreprises d'huile de palme viennent leur prendre leurs terres.

### **Si les femmes n'ont plus accès à des terres pour les cultures ou à des forêts pour ramasser des escargots, des champignons, des plantes médicinales et des noix de palme, comment nourrissent-elles leurs familles ?**

C'est très difficile ! À Lokutu, par exemple, les femmes doivent marcher longtemps pour trouver un endroit où elles peuvent pêcher. Depuis Boteka ainsi que de Lokutu, les femmes se rendent à Mbandaka [une ville située le long du fleuve Congo, accessible par bateau des deux endroits] pour acheter divers produits, du sel au savon, qu'elles vendent à un prix légèrement plus élevé dans leurs villages ou les villes de marché plus près de chez elles. Avec la petite somme d'argent qu'elles gagnent de cette manière, elles peuvent acheter des aliments de base. D'autres achètent des produits alimentaires à Mbandaka et les vendent dans les villages, car ceux qui vivent dans des villages situés à l'intérieur des plantations n'ont pas accès à des terres pour produire leur propre alimentation. Des haricots par exemple. La plupart des haricots consommés dans les villages touchés par les plantations viennent d'endroits aussi éloignés que Kinshasa ! Des villageoises forcées d'acheter des haricots ramenés de la ville, vous vous rendez compte ! Tout cela parce que la production alimentaire locale a été rendue impossible par les plantations.

### **Qu'est-ce qui permettrait d'améliorer la situation que vivent les femmes aujourd'hui ?**

Les femmes se préparent à récupérer leurs terres, à cultiver comme le faisaient leurs grands-mères avant que l'entreprise arrive et leur prenne leurs terres. Elles veulent produire

à nouveau leur alimentation, elles veulent pouvoir pêcher à nouveau dans les ruisseaux et les rivières près de leurs villages. Elles veulent recommencer à produire elles-mêmes de l'huile de palme, comme le faisaient leurs grands-mères. Et pas seulement de l'huile de palme. Les palmiers à huile fournissent de nombreux autres produits que les femmes avaient l'habitude de préparer. La production de l'huile de palme est une tradition ancienne pour les femmes dans cette partie du monde. Elles veulent pouvoir gagner leur vie là où elles vivent, ne pas être obligées de quitter leur village pour acheter des choses à l'extérieur et les revendre dans leur village parce que c'est la seule manière dont elles peuvent gagner un peu d'argent. Elles veulent travailler dans leurs villages, cultiver leurs champs et leurs palmeraies, ramasser leurs aliments traditionnels dans la forêt.

Le rôle du RIAO est d'établir des liens entre les communautés des trois sites et d'aider les femmes à connaître leurs droits. Aujourd'hui, les femmes de Boteka ou de Yalingimba n'ont aucune possibilité de savoir ce qui se passe à Lokutu et vice-versa. Il est donc difficile d'avoir une solidarité entre les villages. Cela doit changer pour que les femmes puissent s'unir et parler d'une seule voix. La mise en place d'une radio communautaire et la sensibilisation des femmes à leurs droits sont des étapes essentielles pour que les femmes récupèrent les terres ancestrales de leurs communautés et commencent à produire à nouveau leur propre nourriture et leur propre huile de palme comme leurs grands-mères.

(1) RIAO-RDC, GRAIN et al. (2016) : [Land conflicts and shady finances plague DR Congo palm oil company backed by development funds \(Les conflits fonciers et les finances opaques règnent dans une entreprise d'huile de palme de RDC soutenue par des fonds de développement\)](#).

(2) Déclarations de responsables communautaires de Kampala, Lokutu et Boteka Décembre et janvier 2017/2018 <https://www.farmlandgrab.org/post/view/28045>

(3) Les concessions de Feronia-PHC sont situées sur trois sites : Boteka, Lokutu et Yalingimba. La concession la plus ancienne est située à Boteka, dans la province de l'Équateur, la plus grande à Lokutu, dans la province de Tshopo et la plus petite à Yalingimba, dans la province de Mongala. Bulletin WRM 218 (2015) : « [We need justice to be made](#) » (« Nous avons besoin que justice soit faite »)

(4) Déclaration du RIAO-RDC et déclarations des communautés, décembre 2017 et janvier 2018 : Feronia et ses soutiens doivent arrêter de faire signer les cahiers de charge par la force et la violence. <https://www.farmlandgrab.org/post/view/28045>

(5) L'entreprise et les banques de développement qui financent Feronia-PHC ont prétendu que cette pratique datant de l'époque coloniale, appelée « colis Marsavco » du nom de la société Unilever qui produisait du savon et de l'huile de palme à partir de l'huile produite dans les plantations, a été arrêtée et que les villageois sont maintenant payés en espèces. Seuls ceux qui choisissent de recevoir de l'huile de palme et du savon au lieu de l'argent peuvent recevoir une partie de leur salaire en marchandises.

(6) Feronia-PHC utilise seulement environ 25 000 hectares en palmeraie sur les plus de 100 000 hectares ; plus de 70 000 hectares restent boisés, mais les villageois ne sont pas autorisés à pénétrer dans la zone forestière.

(7) En 2015, sept enfants se sont retrouvés orphelins après que des agents de police ont tué leurs deux parents à la plantation de Boteka parce qu'ils avaient pris quelques noix de palmiers à huile dans les plantations pour nourrir leurs enfants. Un agent de sécurité a entendu une conversation entre le mari et la femme dans laquelle le mari disait que tout ce qu'il pouvait ramener à la maison c'était ces quelques noix de palmier à huile qu'il lui avait donné à cuisiner, dans la mesure où l'entreprise avait imposé des restrictions aux travailleurs sur la récolte des noix, un ingrédient essentiel dans la cuisine locale. Les agents de sécurité de l'entreprise contrôlent sévèrement ces restrictions. Lorsque l'agent de sécurité a signalé le villageois à la police, ce dernier a été arrêté, battu et torturé. Il est mort le lendemain à l'hôpital des suites de son passage à tabac. Lorsque sa famille a demandé une enquête, la police a tiré sur la foule, tuant sa femme et blessant grièvement plusieurs autres personnes. À ce jour, aucune enquête n'a été menée sur le meurtre de ce couple de pygmées. Il ne s'agit pas d'un cas

isolé. En 2013 déjà, les villageois avaient dénoncé le contrôle systématique et la confiscation du matériel de transformation de l'huile de palme par des policiers sur la route menant à l'un des villages. Les villageois vivant autour des plantations ont déclaré qu'ils possédaient également des palmeraies et produisaient de l'huile de palme traditionnelle et des produits dérivés du palmier. En 2014, l'arrestation et la torture de quatre personnes accusées d'avoir volé des noix de palme ont déclenché trois jours d'affrontements entre la police et les habitants de la ville de Lokutu et du village de Yambi Enene. <http://www.radiokapi.net/actualite/2014/10/06/reprise-des-activites-apres-des-accrochages-entre-policiers-populations-lokutu>

Voir aussi les articles précédents du Bulletin WRM et les rapports des ONG sur la façon dont les plantations industrielles de palmiers à huile de *Feronia* provoquent des conflits et constituent une menace violente pour les communautés :

Bulletin WRM 208 (2014) : [RDC : l'allocation de terres pour la plantation de palmiers à huile, le système REDD et les investisseurs étrangers](#)

Bulletin WRM 224 (2016) : [Communities mobilise to free themselves from a hundred years of colonial oil palm plantations](#) (Les communautés se mobilisent pour se libérer de cent ans de plantations coloniales de palmiers à huile)

Bulletin WRM 233 (2017) : [FERONIA en République démocratique du Congo : harcèlement, violence et oppression](#)

GRAIN et RIAO-RDC (2015) : [Agro-colonialisme au Congo : la finance de développement européenne et américaine alimente une nouvelle phase de colonialisme en RDC](#)

## Indonésie : Derrière une feuille de papier, tout un cortège de destructions



Indonésie. Ph : Walhi

### Contexte

Le Forum indonésien pour l'environnement (WahanaLingkunganHidup Indonesia, WALHI) s'oppose aux plantations industrielles depuis les années 1980. Parmi ces plantations, on peut citer le cas de la société PT Intilndorayon à Porsea, Sumatra, qui a ensuite pris le nom de PT Toba Pulp Lestari. WALHI a critiqué le développement par cette entreprise de plantations forestières industrielles qui ont été largement financées et présentés comme des moyens de lutter contre la déforestation, mais qui ont eu des conséquences désastreuses sur les forêts indonésiennes et leurs habitants, le tout dans le but de dominer le marché mondial du papier.

Les impacts des monocultures peuvent être occultés par une politique qui les classe comme des « forêts de plantations industrielles » ou, selon une terminologie plus récente, derrière le vocable de « Permis commercial d'exploitation de produits forestiers dans une forêt de plantation » (IUPHHK-HT, acronymes en bahasa). Ces plantations industrielles ne peuvent toutefois pas être appelées des « forêts », car elles ne sont pas différentes des plantations en monoculture. L'utilisation de cette terminologie est censée laisser supposer qu'une plantation industrielle est tout à fait similaire à une autre forêt, mais qu'elle est plus productive. Pour WALHI, une plantation n'est pas une forêt car elle est créée sur la base d'une monoculture dans laquelle le bois est la seule marchandise. Une vraie forêt, en revanche, n'est pas seulement du bois, mais englobe toute la biodiversité et les rôles respectifs que chaque organisme y joue. Le fait de décrire une plantation industrielle comme une forêt revient à insulter le sens même de la forêt, qui possède une unité écologique vitale pour la survie de tous les êtres vivants. »

### Destruction en amont, pollution en aval

En 2014, les habitants de Sungai Ciujung Serang, à Banten (Java occidentale), ont signalé la pollution de la rivière Ciujung au ministère indonésien de l'Environnement et des Forêts. La

pollution était causée par l'usine de pâtes et papiers (1) de PT Indah Kiat (PT IKPP). L'entreprise rejetait en effet ses effluents dans la rivière Ciujung, entraînant une pollution depuis le district de Kragilan, près de la capitale provinciale de Serang, jusqu'à l'embouchure de la rivière sur la côte nord. On estime que 17 villages de cinq districts ont été touchés par la pollution. Les communautés locales ont été exposées à une consommation d'eau contaminée et elles ont constaté le déclin des populations de poissons et de crevettes sur plusieurs centaines d'hectares d'étangs à poissons reliés à la rivière. En dépit de ces avertissements, les autorités du département de Serang ont délivré un permis de rejet des effluents liquides à PT IKPP, avec un quota croissant. L'autorisation initiale de rejeter 40 000 m<sup>3</sup> d'eau polluée est passée à 67 213 m<sup>3</sup> par mois, avec une autorisation valable jusqu'au 15 avril 2017.

Des entreprises telles que PT IKP mettent en lumière le cortège de destructions causé par les entreprises qui se cache derrière une feuille de papier indonésien – un cortège dont les impacts sont ressentis à la fois en amont, dans les forêts, et en aval, dans les centres de fabrication. Une enquête menée par WALHI Jambi, WALHI Riau et WALHI Sumatra-Sud a révélé que le bois utilisé par PT IKPP pour la production de papier provenait de leurs trois provinces respectives.

Tout au long de la chaîne d'approvisionnement associée à la création des produits papetiers de PTIKPP, dans chacune des régions susmentionnées, l'activité industrielle a engendré de nombreux conflits : conflits agraires, violence, criminalisation, déforestation et feux de forêt, corruption et pollution des rivières. Ces événements sont le résultat des mauvaises pratiques du fournisseur des matières premières et du producteur de papier, PT IKPP lui-même. Ces deux sociétés appartiennent au groupe Asia Pulp & Paper qui opère en Indonésie ; APP quant à lui fait partie du groupe Sinar Mas.

### **Monopole foncier**

L'histoire de l'exploitation des forêts en Indonésie remonte à la période coloniale néerlandaise. Depuis l'indépendance du pays, les forêts indonésiennes ont été exploitées de différentes manières, notamment par le développement de plantations. Cette activité vise à améliorer la qualité et la quantité du bois fourni aux industries du bois et de la papeterie, aux scieries et au secteur commercial, et plus récemment sous forme de biomasse pour la production d'énergie.

Les plantations sont devenues l'un des principaux secteurs commerciaux contrôlant de vastes étendues de terres en Indonésie, ce qui en fait une force dans la monopolisation de ces terres, aux côtés de l'industrie du palmier à huile, de l'industrie forestière et de l'industrie minière. Selon l'étude de WALHI, jusqu'en 2014, quatre secteurs commerciaux monopolisaient à eux seuls l'utilisation de 57 millions d'hectares sur un total de 132 millions d'hectares de terres forestières. Sur ce nombre, les concessions forestières représentaient 25 millions d'hectares et les concessions de palmier à huile 12,35 millions d'hectares, et les concessions minières recouvraient 3,2 millions d'hectares de zones forestières. En 2011, les plantations contrôlaient 5,04 millions d'hectares de terres, avant de passer à 5,73 millions d'hectares en 2005 et enfin à 10,89 millions d'hectares en 2017. La plus grande partie de ces terres était contrôlée par le groupe APP-Sinar Mas et par Asia Pacific Resources International, APRIL.

L'ironie du sort est que le renforcement du contrôle des entreprises sur les terres couvertes par ces plantations n'est pas corrélé à une expansion des programmes de foresterie sociale (PerhutananSosial) ou de terres pour la réforme agraire TORA (Tanah ObyekReformaAgraria), qui en 2017 représentaient 1,3 million d'hectares. L'affectation de terres à ces programmes est loin d'atteindre les objectifs politiques de 12,7 millions d'hectares pour PerhutananSosial et de 9 millions d'hectares pour TORA.

Le monopole commercial de l'industrie des plantations tout au long de la chaîne d'approvisionnement, des plantations jusqu'au produit, est soutenu par les chaînes d'approvisionnement mondiales en pâte et papier et les généreuses subventions de l'État. Le gouvernement encourage même les entreprises à passer à la foresterie de plantation en offrant un taux d'intérêt de 0 % sur les prêts. Par conséquent les magnats viennent en masse pour piller les forêts naturelles et les zones protégées.

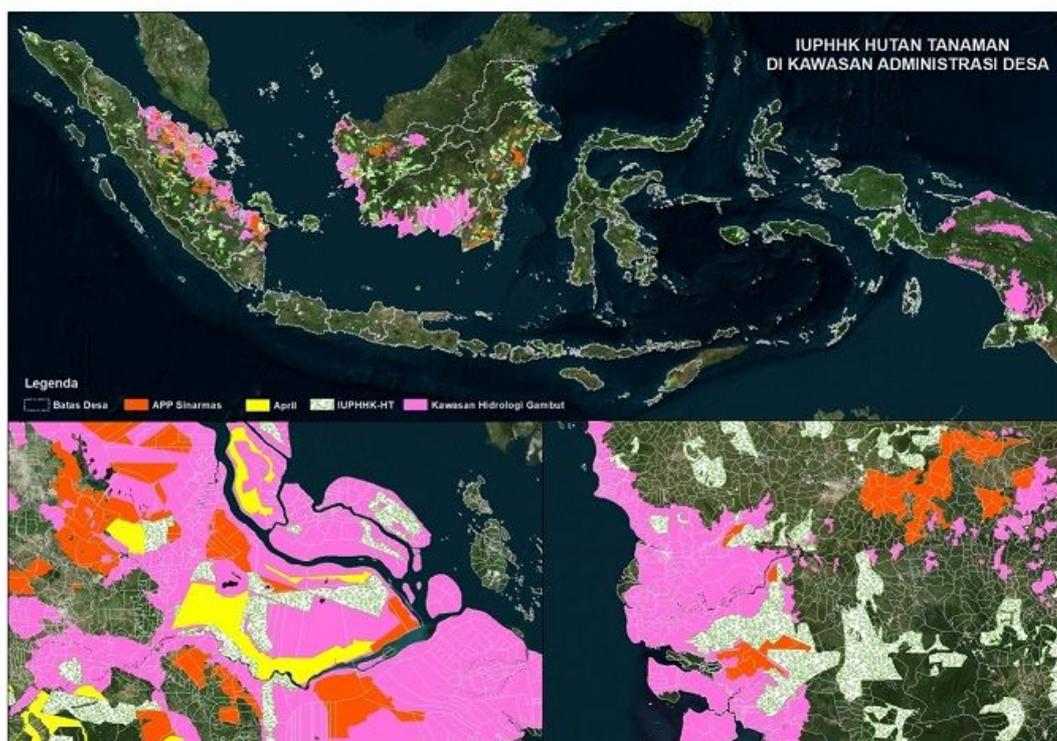
Tableau : Banques et investisseurs ayant financé APP-Sinar Mas entre 2010 et 2017

<b>Chine</b>	<b>Indonésie</b>	<b>Arabie Saoudite</b>
Bank of China	Bank Bukopin	IDB Group
Banque de développement de Chine	Bank Central Asia	<b>Corée du Sud</b>
Banque d'exportation et d'importation de Chine (China Eximbank)	Bank DKI	Hana Financial
Industrial and Commercial Bank of China	Bank Ganesha	<b>Suisse</b>
<b>Finlande</b>	Bank Mandiri	ICB Banking Group
JOM Rahastoyhtiö	Bank Negara Indonesia	<b>Royaume-Uni</b>
<b>Allemagne</b>	Bank Pan Indonesia	Old Mutual
Allianz	Bank Rakyat Indonesia	<b>États-Unis</b>
<b>Liechtenstein</b>	Ciptadana Capital	Dimensional Fund Advisors
LGT	CT Corpora	Eaton Vance
<b>Malaisie</b>	Gouvernement d'Indonésie	Fidelity Investments
CIMB Group	Indonesia Eximbank	Lord, Abbett & Co
Malayan Banking	MNC Investama	Thoma Bravo
<b>Pays-Bas</b>	Victoria Investama	
APG Group		

### Conflits fonciers et ressources naturelles

L'existence de plantations va de pair avec des conflits. D'après les analyses spatiales, l'étude montre que 4 175 villages sont en conflit foncier avec des entreprises qui ont obtenu un contrat de concession de plantation. Les concessions détenues par le groupe APP-Sinar Mas empiètent sur les terres de 668 villages et les concessions détenues par APRIL affectent 114 villages. Ces faits montrent que les conflits fonciers sont inévitables, car les concessions de plantation empiètent sur les zones habitées et des espaces publics. Les conflits éclatent en grande partie à cause de l'absence de consentement libre, informé et préalable (CLIP).

Image: Limites de concessions de plantation empiétant sur les limites des villages



### Feux de forêt et destruction des forêts marécageuses de tourbe

Plus les concessions accordées pour la mise en place de monocultures d'arbres sont nombreuses, plus les forêts marécageuses sont menacées. La réglementation gouvernementale 52/2016 relative à la protection et à la gestion des tourbières interdit toute activité entraînant la destruction de l'hydrologie des tourbières. Quoi qu'il en soit, de nombreuses sociétés d'exploitation continuent à assécher les tourbières. À terme, la destruction de l'écosystème des tourbières provoque et augmente le risque de feux de forêt.

D'après les rapports du Gerakan Nasional Penyelamatan Sumber Daya Alam (mouvement national de sauvegarde des ressources naturelles, GNPSDA), de la Commission d'éradication de la corruption et du ministère de l'Environnement et des forêts, en 2015, les 41 entreprises forestières présentes dans le Kalimantan occidental contrôlaient ensemble une superficie de 1,9 million d'hectares, dont plus de 300 000 hectares étaient constitués de forêts marécageuses de tourbe. Une situation similaire a été constatée dans la province de Riau : sur un total de 1 147 331 ha de concessions de plantations de bois d'œuvre dans les tourbières, 803 708 ha appartenant à des sociétés affiliées à APP se trouvaient dans des forêts de tourbières. En août 2018, le Kalimantan a de nouveau été victime d'incendies de forêt massifs (2 423 points chauds ont été enregistrés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 25 août 2018). La ville de Pontianak, capitale de la province de Kalimantan occidental, a même dû fermer des écoles en raison de la forte pollution.

Titre : Points chauds pour les feux de forêt dans la province de Kalimantan

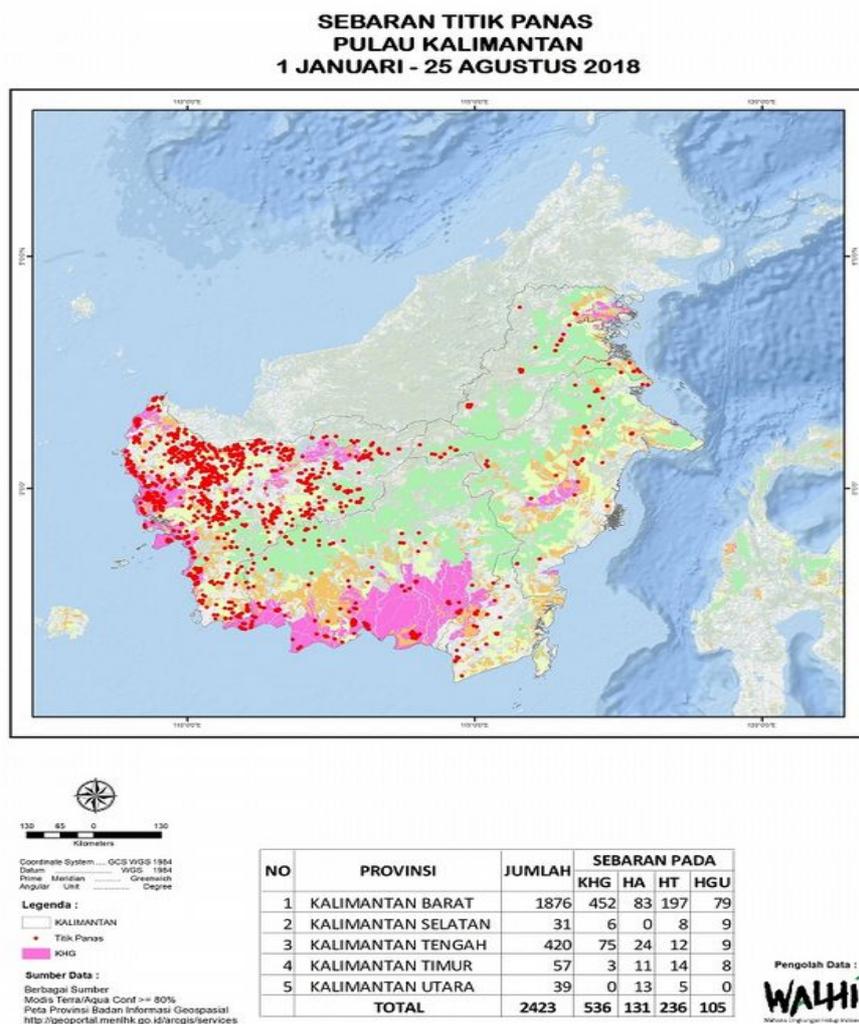


Tableau : Points chauds pour les feux de forêt dans les concessions de plantations

POINTS CHAUDS DANS LES CONCESSIONS IUPHHK - HT (concessions de plantation d'arbres)				
ANNÉE	Total pour les points chauds en INDONÉSIE	Points chauds dans les concessions de plantations d'arbres pour le secteur des pâtes et papiers	Points chauds dans les concessions dans les APP – SINARMAS	Points chauds dans les concessions APRIL
2010	4 548	696	179	245
2011	15 905	2 663	825	420
2012	18 443	3 560	1 059	412
2013	15 888	3 211	691	1 101
2014	36 153	8 590	4 578	1 611
2015	601 000	14 704	9 400	1 611
2016	5 103	814	158	206
2017	2 206	215	33	9

Cette carte et ce tableau montrent combien de feux ont été enregistrés dans les concessions de ces entreprises. Leurs plantations représentent presque la moitié des incendies concernant des sociétés de plantations.

Après les incendies massifs de 2015, le gouvernement a mis en place un certain nombre de politiques visant à protéger les tourbières. Cependant, ces politiques ont été accompagnées de politiques contradictoires (3), qui ont en fait facilité le transfert de terres aux sociétés de plantation d'arbres afin de remplacer les terres sous leur contrôle qui avaient été brûlées.

La politique visant à offrir des zones de remplacement aux entreprises qui enfreignent la loi est une tentative flagrante d'écoblanchiment par le gouvernement. Plutôt que d'offrir des échanges des terres aux entreprises, ces dernières devraient être tenues pour responsables des incendies de forêt qui se développent sur leurs concessions existantes. Cette politique consistant à offrir des échanges de terres aux entreprises permet à ces dernières de poursuivre leurs actes criminels en toute impunité.



### La destruction des terres karstiques

La destruction des zones naturelles ne se produit pas seulement dans les régions productrices de produits ligneux, mais également dans d'autres écosystèmes essentiels, tels que les écosystèmes karstiques. Les résultats de l'étude menée par WALHI Sumatera Barat en 2017 ont montré que la poudre de chaux utilisée dans l'industrie du papier provient de sociétés qui exploitent des mines dans les zones karstiques. Par exemple : PT. Bakapindo, qui opère à Bukit Katuah Putih, dans le département d'Agam Sumatera Barat. Les dossiers montrent que chaque mois, 7 000 tonnes de poudre de chaux sont fournies à PT. IKPP et 8 000 tonnes sont fournies à RAPP, une filiale d'APRIL. Cette activité détruit l'écosystème karstique, qui revêt une importance écologique, sociale, culturelle et économique pour la population locale. L'exploitation du karst contribue également à la pollution atmosphérique et augmente le risque de catastrophes naturelles.

## Conclusion

La gestion chaotique des ressources naturelles, en particulier dans le secteur forestier, a donné naissance à des problèmes, parmi lesquels la déforestation, les feux de forêt et les conflits fonciers. La nécessité d'un moratoire basé sur des indicateurs mesurés devient à nouveau extrêmement importante. Un tel moratoire devrait suspendre l'octroi de permis pendant au moins 25 ans, notamment pour prévoir du temps pour les réexamens de permis, des mesures punitives contre la criminalité des entreprises, la restitution et la protection des terres publiques et le rétablissement des écosystèmes détruits par les industries terrestres tels que les sociétés de plantations.

Ce rapport est basé sur un document d'information de WALHI intitulé « *SelembarkertasdanJejakKejatahanKorporasi* », de juillet 2018.

*Wahyu A. Perdana*

*Chargé de campagne pour l'alimentation, l'eau et les écosystèmes essentiels  
Bureau national de WALHI*

- (1) PT. IKPP est une filiale d'Asian Pulp & Paper Group, ou APP, elle-même filiale du groupe Sinar Mas
- (2) Informations obtenues auprès de Basis Data GeospasialKehutanan 2011 - 2016.
- (3) Par ex. la politique No. P. 40/MENLHK/SETJEN/KUM. 1/6/2017.

## RECOMMANDATIONS

### **À quel prix ? Entreprises irresponsables et assassinats de défenseurs des terres et de l'environnement en 2017.**

« Le monde est plus meurtrier que jamais pour les défenseurs des terres et de l'environnement, l'agro-industrie étant le secteur le plus lié à ces meurtres », selon la dernière étude de Global Witness. Le rapport montre que l'agro-industrie, notamment dans les secteurs du café, de l'huile de palme et des plantations de bananes, est la plus fréquemment associée à ces attaques.

Lire le rapport complet sur : <https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/environmental-activists/at-what-cost>

### **La fausse promesse de la certification**

Ce rapport de la Changing Markets Foundation traite des impacts environnementaux des systèmes de certification et des initiatives volontaires dans les secteurs de la pêche, de l'huile de palme et du textile. Il affirme que « lorsque le développement durable se généralise, de plus en plus d'entreprises souhaitent afficher leurs références écologiques en adoptant différents types de certification, de labels et d'engagements éthiques », et que « dans chacun des trois secteurs étudiés dans ce rapport, il y a clairement une crise environnementale qui ne peut être résolue seulement par des initiatives volontaires – même si ces dernières ont été rendues plus robustes. »

Lire un résumé de ce rapport en français sur : <http://changingmarkets.org/wp-content/uploads/2018/05/FALSE-PROMISE-EXEC-SUM-FR.pdf>

Lire le rapport complet en anglais ici : [http://changingmarkets.org/wp-content/uploads/2018/05/False-promise\\_full-report-ENG.pdf](http://changingmarkets.org/wp-content/uploads/2018/05/False-promise_full-report-ENG.pdf)

### **L'expansion des plantations d'arbres sur les territoires paysans du corridor de Nacala : Green Resources au Mozambique**

Cette présentation interactive sur le web montre la dynamique complexe de l'utilisation des terres et la façon dont une consultation sur l'accès aux terres d'une entreprise de plantation a été interprétée de manière totalement différente par les deux parties. La présentation interactive montre également comment les responsables locaux et les dirigeants communautaires tentent de promouvoir ce qu'ils considèrent comme du « développement », mais un développement qui a eu un impact négatif sur les populations locales.

Accédez à la présentation interactive « Land of plenty, but of only a few » ici :

<http://terradealguns.divergente.pt/en/> Découvrez le rapport (en portugais) ici :

<http://terradealguns.divergente.pt/dist/assets/docs/jogo-de-forcas/relatorioplantacoes.pdf>

### **« Rouge est à notre terre » (Roja tierra nuestra), l'histoire d'un triomphe agraire.**

Le documentaire raconte comment la coopérative des producteurs indépendants de Piray (PIP) à Misiones, en Argentine, a pu récupérer ses terres accaparées par une multinationale de plantations, Arauco. Après 14 ans de lutte, la coopérative démontre qu'un autre modèle de production est possible. Une agriculture familiale biologique produit des denrées alimentaires là où, il y a quelques années, les plantations de pins et d'eucalyptus à grande échelle dégradaient les terres et menaçaient les moyens de subsistance locaux.

Regarder la vidéo (seulement en espagnol)

ici : <http://canalabierto.com.ar/2018/06/22/estreno-online-roja-tierra-nuestra-la-historia-de-un-triunfo-agrario/>

### **Dire la vérité aux puissants. Les villageoises qui affrontent le géant de l'huile de palme.**

Le groupe Socfin (Société Financière des Caoutchoucs) est l'une des plus grandes sociétés de plantation au monde. Au Cameroun, une lutte acharnée pour les droits fonciers s'est déroulée entre les villageois et la filiale locale de la Socfin, la Socapalm, qui possède six concessions d'huile de palme dans le pays. Dans ce rapport et ce reportage photo de Fern, des femmes témoignent des incidences des plantations de la Socapalm sur leurs territoires et leurs vies, de la façon dont l'entreprise a étendu ses plantations sur des terres communautaires, pollué l'environnement et empêché les villageois de produire leur propre huile de palme.

Voir le reportage photo ici : <https://fern.org/takingonthepalmoilgiant>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : **Bulletin 239 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « En solidarité avec les luttes communautaires contre les plantations industrielles d'arbres »** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

Inscrivez-vous au Bulletin du WRM : <http://eepurl.com/8YG29>

**Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.**

#### **Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)**

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Rédacteur en chef: Winfridus Overbeek

Editeur responsable: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Carolina Motoki y Teresa Pérez

#### **Secrétariat International du WRM**

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

[wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy) - <http://wrm.org.uy/fr/>